



Validé par CNS DU 05 au 10/05/2023	Critères de sélection 1.5 (Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques)	Priorité 1
Version 1 - mai 2023		FEAMPA
Service Instructeur : UTSMSB / DM 971		Programme National 2021-2027

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

1. Références réglementaires

a. Références du règlement FEAMPA

Règlement (UE) 2021/1139 du parlement européen et du conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds Européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (EU) 2017/1004

b. Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Textes de référence	Articles
Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFUE 13/12/2007	Article 349
Règlement (UE) n ° 1303/2013 du 17 décembre 2013 relatif au fonds européens	Article 9 – <i>objectifs thématiques</i> Article 24 – <i>tenue d'un fichier de la flotte de pêche</i>
Règlement (UE) n ° 2021/1060 du 24 juin 2021 relatif au fonds européens (RPDC)	Considérant 4,
	Article 53 – <i>Formes des subventions</i>
	Article 63 – <i>Eligibilité</i>
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Considérant 34, 36
	Article 5 – <i>Ressources budgétaires en gestion partagée</i>
	Article 24 – <i>Soutien à la compensation des surcoûts pour les RUP</i>
	Articles 35 – <i>Plan d'action pour les régions ultrapériphériques</i>
	Article 36 – <i>Compensation des surcoûts pour les produits de la pêche et de l'aquaculture</i>
	Article 39 – <i>Calcul de la compensation</i>
	Article 40 – <i>Taux de cofinancement</i>
	Article 41 – <i>Intensité de l'aide</i>

	Annexes III
Règlement délégué (UE) 2021/1972	Articles 1, 2 et 3

2. Actions concernées par ce dispositif

Conformément à l'article 35 du FEAMPA un plan d'action est rédigé pour chaque région ultrapériphérique. Celui-ci définit le dispositif de compensation des surcoûts et les conditions de détermination du montant des surcoûts au titre de l'article 24 du règlement FEAMPA.

Les coûts liés à la production, à la transformation et à l'écoulement notamment par la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture dans les Régions ultrapériphériques sont supérieurs aux coûts pour production, à la transformation et à la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture sur le continent Européen. Certains de ces surcoûts sont dus à l'éloignement, l'insularité (double insularité en ce qui concerne Saint Martin), la faible superficie, le relief et le climat difficile de ces territoires qu'il convient de compenser pour promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant de ces régions.

L'article 36 du règlement FEAMPA ainsi que l'acte délégué n° 2021/1972 établissent les conditions dans lesquelles une aide FEAMPA peut être accordée à un opérateur pour compenser les surcoûts liés à l'éloignement territorial, l'insularité, la faible superficie, le relief et le climat difficile.

Le soutien apporté par le FEAMPA au titre de l'article 36 contribue à l'objectif spécifique prévu à l'article 14 paragraphe 1 point e.

Ce dispositif a pour objectif également de contribuer à améliorer la rentabilité et la compétitivité des entreprises du secteur de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation des produits aquatiques.

Catégorie 1-A -Production/surcoûts liés à la production de pêche

Catégorie 1-B -Production/surcoûts liés à la production aquacole

Catégorie 2- Collecte et transformation / surcoûts liés à la collecte de la pêche

Catégorie 2- Collecte et transformation / surcoût liés à la transformation

Catégorie 3 - Commercialisation / surcoût liés au stockage en vue de la commercialisation

3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations

Conditions d'éligibilité des demandes de compensation des surcoûts

La demande est déposée, selon le lieu où se situe le siège social de l'opérateur, auprès de l'Unité Territoriale de Saint Martin et de Saint Barthélemy (UTSMSB) de la Direction de la mer de la Guadeloupe selon le format en vigueur notifié par la Commission Européenne.

a) Les bénéficiaires éligible à cet objectif spécifique sont :

1) Le bénéficiaire est :

- soit l'opérateur directement,
- soit la structure professionnelle regroupant les opérateurs des filières de la pêche et de l'aquaculture

2) ces opérateurs (ou les opérateurs regroupés dans la structure professionnelle) doivent cumulativement :

- intervenir dans des activités retenues comme éligibles dans le document définissant la compensation des surcoûts de la région concernée ;
- travailler sur des produits ou catégories de produits locaux retenus comme éligibles dans le document définissant la compensation des surcoûts de la région concernée.

Il n'est pas octroyé de compensation pour les produits de la pêche et de l'aquaculture :

- exploités par des navires de pêche de pays tiers,
- exploités par des navires de pêche de l'UE qui ne sont pas enregistrés auprès de l'UTSMSB
- importés de pays tiers

3) Les opérations éligibles sont :

- Aide à la production des produits de la pêche côtière
- Aide à la production des produits de la pêche palangrière
- Aide à la production des produits de l'aquaculture
- Aide au stockage pour la structuration du marché localement

- Aide à la collecte de la pêche palangrière
- Aide à la collecte pour la pêche côtière
- Aide à la transformation
- Aide à l'écoulement des produits

4. Critères de sélection

Eligibilité des volumes

Eligibilité des volumes de production de pêche	Déclarations de capture selon modalités obligation déclarative
Eligibilité des volumes de production des produits de l'aquaculture	Factures de vente dûment acquittées format facture réglementation en vigueur
Eligibilité des volumes de transformation	Factures de vente dûment acquittées format facture réglementation en vigueur
Eligibilité des volumes de commercialisation	Traçabilité collecte. Factures de vente (date, volume, produit, prix, identification vérifiable relative au fournisseur et à l'acheteur dûment acquittées), tickets de caisse

Pour les aides à la production des produits de la pêche

- Fiches de pêche
- Etre à jour des obligations déclaratives
- Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité
- Justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur)
- Permis de navigation enregistré dans le portail de l'armateur
- Equipage enregistré dans le portail du marin-pêcheur (si équipage)
- Les déclarations d'embauche des équipages (si équipage)
- Les fiches de salaire des équipages (si équipage)
- Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales

- photocopie des pièces d'identité en cours de validité ou titre de séjour en cours de validité pour les équipages (si équipage)
- photocopie de la pièce d'identité de l'armateur

Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.

Pour les aides à la production des produits de l'aquaculture

- Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité
- Justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur)
- Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales
- disposer d'un agrément sanitaire ou zoosanitaire (ou d'une dérogation d'agrément sanitaire ou zoosanitaire au moment du dépôt de la demande)

Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.

Pour les aides à la commercialisation locale de la collecte

- Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité
- Justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur)
- Les justificatifs à jour sociaux, juridiques et fiscaux
- disposer d'un agrément sanitaire ou zoosanitaire (ou d'une dérogation d'agrément sanitaire ou zoosanitaire au moment du dépôt de la demande)
- Pour les premiers acheteurs, fournir la note de vente selon format réglementaire et toute pièce probante de nature équivalente

Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.

Pour les aides à la transformation

- Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité
- Les justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur)
- Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales
- Disposer d'un agrément sanitaire ou zoosanitaire (ou d'une dérogation d'agrément sanitaire ou zoosanitaire au moment du dépôt de la demande)

Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.

Si un taux de conversion doit être appliqué pour permettre la détermination des volumes en poids vif à partir de produit transformé, celui-ci est défini par les annexes XIII et XIV du règlement UE n° 404/2011 établissant des coefficients de conversion et des codes de présentation communautaires afin de convertir le poids de poisson transformé en poids de poisson vif.

Dans le cas où il est nécessaire de s'assurer de la traçabilité des produits, celle-ci est déterminée pour les produits de la pêche par la déclaration de capture, pour la transformation par la note de première vente si le bénéficiaire est un premier acheteur, les n° de lots des produits (entrée et sortie) pour les autres cas.

5. Modalités de financement

Le montant de l'aide accordée équivaut au montant de la compensation par tonne de poids vif des espèces éligibles à Saint Martin.

Ce tonnage est plafonné conformément aux dispositions du CS de la région concernée.

Montant de l'aide (€) = Compensation par tonne (€/T) X Masse de produit en poids vif (T)

Le montant d'aide auquel l'opérateur pourra prétendre est ainsi déterminé en multipliant le barème de compensation par le volume produit, commercialisé pour une catégorie d'activité et pour une période donnée.

a. Intensité d'aide publique

Intensité de l'aide publique en % des dépenses totales éligibles liées à l'opération:

L'intensité de l'aide est de 100%, définie à l'article 53 du RPDC au moyen de coût simplifié unitaire

b. Taux de contribution

Taux de contribution du FEAMPA en % des dépenses publiques éligibles

Type d'opération :	Part du FEAMPA dans le total des aides publiques :
Compensation des surcoûts	100 %

6. Indicateurs

CO01	Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques	Nombre d'emplois maintenus
------	--	----------------------------

7. Pilotage de l'objectif spécifique

Pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, BEP pour la pêche, BAQUA pour l'aquaculture

Instruction par l'Unité Territoriale de Saint Martin et de Saint Barthélemy (UTSMSB) de la Direction de la Mer de Guadeloupe, sous l'autorité du préfet de Guadeloupe

SOMMAIRE DES ANNEXES

Textes de référence	Articles	Page
Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFUE 13/12/2007	Article 349	
Règlement (UE) n ° 1303/2013 du 17 décembre 2013 relatif au fonds européens	Article 9 – <i>objectifs thématiques</i>	
Règlement (UE) n ° 2021/1060 du 24 juin 2021 relatif au fonds européens (RPDC)	Considérant : 4	
Règlement (UE) n ° 2021/1060 RPDC	Article 53 – <i>Formes des subventions</i>	
	Article 63 – <i>Eligibilité</i>	
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Considérant : 34, 36	
	Article 5 – <i>Ressources budgétaires en gestion partagée</i>	
	Article 24 – <i>Soutien à la compensation des surcoûts pour les RUP</i>	
	Articles 35 – <i>Plan d'action pour les régions ultrapériphériques</i>	
	Article 36 – <i>Compensation des surcoûts pour les produits de la pêche et de l'aquaculture</i>	
	Article 39 – <i>Calcul de la compensation</i>	
	Article 40 – <i>Taux de cofinancement</i>	
	Article 41 – <i>Intensité de l'aide</i>	
	Annexes III	
Règlement délégué (UE) 2021/1972	Articles 1, 2 et 3	

Annexe I : Traité Fonctionnement de l'Union Européenne :

Article 349

Compte tenu de la situation économique et sociale structurelle de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique, de la Réunion, de Mayotte, de Saint-Martin, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête des mesures spécifiques visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application des traités à ces régions, y compris les politiques communes. Lorsque les mesures spécifiques en question sont adoptées par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, il statue également sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.

Article 9 – objectifs thématiques :

En vue de contribuer à la réalisation de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive, ainsi qu'à celle des missions spécifiques des Fonds, dans le respect de leurs objectifs définis par le traité, y compris la cohésion économique, sociale et territoriale, chaque Fonds ESI soutient les objectifs thématiques suivants :

- 1) renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation ;
- 2) améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité ;
- 3) renforcer la compétitivité PME, du secteur agricole (pour le Feader) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) ;
- 4) soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs ;
- 5) promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques ;
- 6) préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation rationnelle des ressources ;
- 7) promouvoir le transport durable et supprimer les goulets d'étranglement dans les infrastructures de réseaux essentielles ;
- 8) promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre ;
- 9) promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination ;
- 10) investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie ;
- 11) renforcer les capacités institutionnelles des autorités publiques et des parties intéressées et contribuer à l'efficacité de l'administration publique ;

Les objectifs thématiques sont traduits en priorités spécifiques à chaque Fonds ESI et sont définis dans les règles spécifiques des Fonds.

Considérant 4 :

Il convient que les régions ultrapériphériques bénéficient de mesures spécifiques et d'un financement supplémentaire pour compenser leur situation socioéconomique structurelle ainsi que les handicaps résultant des facteurs visés à l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Articles 53

1. Les subventions accordées par les États membres aux bénéficiaires peuvent prendre les formes suivantes:

a) remboursement des coûts éligibles réellement engagés par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'opérations PPP et payés au cours de l'exécution des opérations, contributions en nature et amortissement;

b) coûts unitaires;

c) montants forfaitaires;

d) financement à taux forfaitaire;

e) combinaison des formes visées aux points a) à d), à condition que chacune d'entre elles couvre des catégories différentes de coûts ou qu'elles soient utilisées pour différents projets s'inscrivant dans le cadre d'une opération ou pour les phases successives d'une opération;

f) financement non lié aux coûts, à condition que ces subventions soient couvertes par un remboursement de la contribution de l'Union conformément à l'article 95.

2. Lorsque le coût total d'une opération ne dépasse pas 200 000 EUR, la contribution accordée au bénéficiaire au titre du FEDER, du FSE+, du FTJ, du FAMI, du FSI et de l'IGFV prend la forme de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires, sauf en ce qui concerne les opérations pour lesquelles le soutien constitue une aide d'État. Lorsqu'il est recouru à un financement à taux forfaitaire, seules les catégories de coûts auxquelles le taux forfaitaire s'applique peuvent être remboursées conformément au paragraphe 1, point a).

Par dérogation au premier alinéa du présent paragraphe, l'autorité de gestion peut accepter d'exempter de l'obligation énoncée audit alinéa, certaines opérations dans le domaine de la recherche et de l'innovation, pour autant que le comité de suivi ait préalablement approuvé cette

exemption. En outre, les traitements et indemnités versés aux participants peuvent être remboursés conformément au paragraphe 1, point a).

3. Les montants relatifs aux formes de subvention visées au paragraphe 1, premier alinéa, points b), c) et d), sont déterminés de l'une des manières suivantes:

a) sur la base d'une méthode de calcul juste, équitable et vérifiable, fondée sur:

i) des données statistiques, d'autres informations objectives ou un jugement d'expert;

ii) les données historiques vérifiées des différents bénéficiaires;

iii) l'application des pratiques habituelles de comptabilisation des coûts des différents bénéficiaires;

b) sur la base d'un projet de budget établi au cas par cas et approuvé ex ante par l'organisme qui sélectionne l'opération, lorsque le coût total de l'opération n'excède pas 200 000 EUR;

c) conformément aux modalités d'application des coûts unitaires, montants forfaitaires et taux forfaitaires correspondants applicables aux politiques de l'Union pour un type d'opération similaire;

d) conformément aux modalités d'application des coûts unitaires, montants forfaitaires et taux forfaitaires correspondants appliqués au titre des régimes de subventions financés entièrement par l'État membre pour un type d'opération similaire;

e) sur la base de taux forfaitaires et de méthodes spécifiques établis par le présent règlement ou sur le fondement de celui-ci ou par les règlements spécifiques aux Fonds.

Article 63

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.

2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.

Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.

3. Pour le FEDER, les dépenses liées aux opérations couvrant plusieurs catégories de région définies à l'article 108, paragraphe 2, au sein d'un État membre sont attribuées au prorata des catégories de région concernées, sur la base de critères objectifs.

Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.

Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.

4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.

5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.

6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.

7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.

Pour le FEDER, le Fonds de cohésion et le FTJ, les dépenses deviennent éligibles à la suite d'une modification du programme lorsqu'un nouveau type d'intervention visé dans le tableau 1 de l'annexe I ou, pour le FEAMPA, le FAMI, le FSI et l'IGFV, dans les règlements spécifiques aux Fonds est ajouté au programme.

Lorsqu'un programme est modifié afin d'apporter une réponse en cas de catastrophes naturelles, le programme peut prévoir que les dépenses relatives à cette modification deviennent éligibles à compter de la date à laquelle s'est produite la catastrophe naturelle.

8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.

9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:

a) soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;

b) soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Considérant 34

Le taux de cofinancement maximal du Feampa par objectif spécifique devrait être de 70 % des dépenses publiques éligibles, à l'exception de la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques, pour laquelle il devrait être de 100 %.

Considérant 36

Les régions ultrapériphériques sont confrontées à des défis spécifiques liés à leur éloignement, leur relief et leur climat tels qu'ils sont indiqués à l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et possèdent également certains atouts pour le développement d'une économie bleue durable. Il convient donc, pour chaque région ultrapériphérique, que le programme des États membres concernés soit assorti d'un plan d'action pour le développement des secteurs de l'économie bleue durable, notamment la pêche et l'aquaculture durables, et de réserver une dotation financière pour soutenir la mise en œuvre de ces plans d'action. Le Feampa devrait également pouvoir soutenir une compensation des surcoûts auxquels sont confrontés les exploitants des régions ultrapériphériques en raison de la situation géographique ou de l'insularité de ces régions. Ce soutien devrait être plafonné à un pourcentage de cette dotation financière globale. En outre, un taux d'intensité de l'aide plus élevé que celui appliqué aux autres opérations devrait être appliqué dans les régions ultrapériphériques. Les États membres devraient pouvoir accorder un financement complémentaire pour la mise en œuvre de ce soutien. En tant qu'aide d'État, ce financement devrait être notifié à la Commission, qui peut l'approuver en vertu du présent règlement dans le cadre de ce soutien.

Article 5 – Ressources budgétaires en gestion partagée

1. La part de l'enveloppe financière en gestion partagée telle qu'elle est précisée au titre II est établie à 5 311 000 000 EUR en prix courants, selon la répartition annuelle fixée à l'annexe V.
2. Pour les opérations situées dans les régions ultrapériphériques, chaque État membre concerné alloue, dans le cadre du soutien financier de l'Union qu'il reçoit et qui est fixé à l'annexe V, au moins:
 - a. 102 000 000 EUR pour les Açores et Madère;
 - b. 82 000 000 EUR pour les îles Canaries;
 - c. 131 000 000 EUR pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, la Réunion et Saint-Martin.
3. La compensation visée à l'article 24 ne dépasse pas 60 % de chacune des dotations visées au paragraphe 2, points a), b) et c), du présent article, ou 70 % dans des circonstances justifiées dans chaque plan d'action pour les régions ultrapériphériques.
4. Au moins 15 % du soutien financier de l'Union alloué par État membre sont affectés dans le cadre du programme, élaboré et présenté conformément à l'article 21, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) 2021/1060, à l'objectif spécifique visé à l'article 14, paragraphe 1, point d), du présent règlement. Les États membres n'ayant pas accès aux eaux de l'Union peuvent appliquer un pourcentage inférieur au regard de l'étendue de leurs tâches de contrôle et de collecte de données.
5. Le soutien financier de l'Union au titre du Feampa alloué, par État membre, au montant total du soutien visé aux articles 17 à 21 ne dépasse pas, globalement, le plus élevé des seuils suivants:
 - a. 6 000 000 EUR; ou
 - b. 15 % du soutien financier de l'Union alloué par État membre.*

6. Conformément aux articles 36 et 37 du règlement (UE) 2021/1060, le Feampa peut, à l'initiative d'un État membre, soutenir l'assistance technique nécessaire à sa bonne gestion et à son utilisation efficace.

Article 11 – Admissibilité des demandes :

1. Une demande présentée par un opérateur n'est pas admissible pendant une période déterminée fixée en vertu du paragraphe 4 du présent article, s'il a été établi par l'autorité compétente que l'opérateur en question :
 - a commis des infractions graves en vertu de l'article 42 du règlement (CE) n°1005/2008 du Conseil ou de l'article 90 du règlement (CE) n° 1224/2009 ou en vertu d'autres actes législatifs adoptés par le Parlement européen et le Conseil dans le cadre de la PCP ;
 - a été impliqué dans l'exploitation, la gestion ou la propriété d'un navire de pêche figurant sur la liste de l'Union des navires INN visée à l'article 40, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1005/2008 ou d'un navire battant le pavillon de pays reconnu comme pays tiers non coopérants conformément à l'article 33 dudit règlement ; ou
 - a commis l'une des infractions environnementales énoncées aux articles 3 et 4 de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil, lorsque la demande de soutien est présentée au titre de l'article 27 du présent règlement.
2. Si l'une des situations visées au paragraphe 1 du présent article survient durant toute la période située entre la présentation de la demande de soutien et cinq ans après le paiement final, le soutien versé par le Feampa et en lien avec cette demande est recouvré auprès de l'opérateur, conformément à l'article 103 du règlement portant dispositions communes pour 2021-2027.
3. Sans préjudice de règles nationales plus étendues comme convenu dans l'accord de partenariat avec l'État membre concerné, une demande de soutien introduite par un opérateur n'est pas admissible pour une période déterminée fixée en vertu du paragraphe 4 du présent article, s'il a été établi par décision finale de l'autorité compétente concernée que l'opérateur a commis une

fraude au sens de l'article 3 de la directive (UE) 2017/1371, dans le cadre du FEAMP ou du Feampa.

4. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués, conformément à l'article 52, complétant le présent règlement en ce qui concerne :
 - a) la détermination du seuil déclencheur et de la période d'inadmissibilité visée aux paragraphes 1 et 3 du présent article qui est proportionnée à la nature, la gravité, la durée ou la répétition des infractions graves, des infractions ou des fraudes commises, et qui est d'au moins un an ;
 - b) conformément à l'article 103 du règlement portant dispositions communes pour 2021-2027, les modalités de recouvrement du soutien accordé conformément au paragraphe 2 du présent article, qui sont proportionnées à la nature, la gravité, la durée ou la répétition des infractions graves commises ;
 - c) la date de début ou de fin pertinente des périodes visées aux paragraphes 1 et 3 et les conditions d'une réduction de la période d'inadmissibilité.
5. Les États membres peuvent appliquer, dans le respect de la réglementation nationale, une période d'inadmissibilité plus longue que celle établie conformément au paragraphe 4. Les États membres peuvent également appliquer une période d'inadmissibilité aux demandes présentées par les opérateurs pratiquant la pêche dans les eaux intérieures qui ont commis des infractions graves au sens de la réglementation nationale.
6. Les États membres exigent que les opérateurs qui présentent une demande au titre du Feampa fournissent à l'autorité de gestion une déclaration signée confirmant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées aux paragraphes 1 et 3 du présent article. Les États membres vérifient la véracité de cette déclaration avant d'approuver la demande, en se fondant sur les informations disponibles dans les registres nationaux des infractions visés à l'article 93 du règlement (CE) n° 1224/2009 ou sur toute autre donnée disponible.

Aux fins de la vérification visée au premier alinéa du présent paragraphe, un État membre fournit, à la demande d'un autre État membre, les informations figurant dans son registre national des infractions visé à l'article 93 du règlement (CE) n° 1224/2009.

Article 24 : Promotion de conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques

1. Le Feampa peut soutenir une compensation des surcoûts que subissent les opérateurs lors de la pêche, de l'élevage, de la transformation et de la commercialisation de certains produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques.
2. Le soutien visé au paragraphe 1 du présent article contribue à l'objectif spécifique visé à l'article 14, paragraphe 1, point e).
3. Le soutien relevant du présent article ne peut être accordé que dans les conditions énoncées à l'article 36.

Article 35

Conformément à l'article 8, paragraphe 3, les États membres concernés élaborent, dans le cadre de leur programme, un plan d'action pour chacune de leurs régions ultrapériphériques, comprenant :

- a) une stratégie pour l'exploitation durable des ressources halieutiques et le développement des secteurs de l'économie bleue durable ;
- b) une description des principales actions envisagées et des moyens financiers correspondants, notamment :
 - i) le soutien structurel au secteur de la pêche et de l'aquaculture relevant du présent titre;
 - ii) la compensation des surcoûts visée aux articles 24 et 36, y compris la méthode de calcul de cette compensation;
 - iii) tout autre investissement dans l'économie bleue durable nécessaire à la réalisation du développement durable du littoral.

Article 36

1. Aux fins de la mise en œuvre de la compensation des surcoûts que subissent les opérateurs lors de la pêche, de l'élevage, de la transformation et de la commercialisation de certains produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques visés à l'article 24, chaque État membre concerné établit, conformément aux critères fixés conformément au paragraphe 6 du présent article, pour chaque région ultrapériphérique, la liste des produits de la pêche et de l'aquaculture ainsi que les quantités correspondantes éligibles au bénéfice de la compensation.
2. Lorsqu'ils établissent les listes et les quantités visées au paragraphe 1, les États membres tiennent compte de tous les facteurs pertinents, notamment la nécessité d'assurer la conformité de la compensation avec les règles de la PCP.
3. Il n'est pas accordé de compensation pour les produits de la pêche et de l'aquaculture:

a) capturés par des navires de pêche de pays tiers, à l'exception de ceux qui battent le pavillon du Venezuela et opèrent dans les eaux de l'Union, conformément à la décision (UE) 2015/1565 du Conseil (37) ;

b) capturés par des navires de pêche de l'Union qui ne sont pas enregistrés dans un port d'une des régions ultrapériphériques ;

c) importés de pays tiers.

4. Le paragraphe 3, point b), ne s'applique pas si la capacité existante du secteur de la transformation dans la région ultrapériphérique concernée dépasse la quantité de matière première fournie.

5. La compensation versée aux bénéficiaires exerçant des activités visées au paragraphe 1 dans les régions ultrapériphériques ou possédant un navire enregistré dans le port d'une de ces régions et y exerçant leur activité, tient compte, afin d'éviter toute surcompensation :

a) pour chaque produit ou catégorie de produits de la pêche ou de l'aquaculture, des surcoûts résultant des handicaps spécifiques des régions concernées ; et

b) de tout autre type d'intervention publique ayant une incidence sur le niveau des surcoûts.

6. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués, conformément à l'article 62, complétant le présent règlement afin d'établir les critères de calcul des surcoûts résultant des handicaps spécifiques des régions concernées.

Article : 39

Les compensations des surcoûts ou des pertes de revenus et les autres compensations prévues au titre du présent règlement sont accordées sous l'une des formes visées à l'article 53, paragraphe 1, points b) à e), du règlement (UE) 2021/1060.

Article : 40

Le taux de cofinancement maximal du Feampa par objectif spécifique est de 70 % des dépenses publiques éligibles, à l'exception de l'objectif spécifique visé à l'article 14, paragraphe 1, point e), pour lequel il est de 100 %.

Article : 41

1. Les États membres appliquent un taux maximal d'intensité de l'aide de 50 % des dépenses totales éligibles liées à l'opération.

2. Par dérogation au paragraphe 1, des taux maximaux d'intensité de l'aide spécifiques sont déterminés à l'annexe III.
3. Lorsqu'une opération relève de plusieurs des lignes 2 à 19 de l'annexe III, le taux maximal d'intensité d'aide le plus élevé s'applique.
4. Lorsqu'une opération relève de l'une ou de plusieurs des lignes 2 à 19 de l'annexe III et relève en même temps de la ligne 1 de cette annexe, le taux maximal d'intensité de l'aide visé à la ligne 1 s'applique.

ANNEXE III : TAUX MAXIMAUX D'INTENSITÉ DE L'AIDE SPÉCIFIQUES EN GESTION PARTAGÉE

NUMÉRO DE LIGNE	CATÉGORIE SPÉCIFIQUE D'OPÉRATION	TAUX MAXIMAL D'INTENSITÉ DE L'AIDE
1	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre des articles 17, 18 et 19	40 %
2	Opérations ci-après contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) no 1380/2013:	
	— opérations qui améliorent la sélectivité des engins de pêche au regard de la taille ou de l'espèce	100 %
	— opérations qui améliorent l'infrastructure des ports de pêche, des halles de criée, des sites de débarquement et des abris afin de faciliter le débarquement et le stockage des captures indésirées	75 %
	— opérations qui facilitent la commercialisation des captures indésirées débarquées provenant des stocks commerciaux conformément à l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) no 1379/2013	75 %
3	Opérations visant à améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail à bord des navires de pêche, sauf les opérations bénéficiant d'un soutien au titre de l'article 19	75 %
4	Opérations situées dans les régions ultrapériphériques	85 %
5	Opérations situées dans des îles grecques isolées ainsi que dans les îles croates de Dugi Otok, Vis, Mljet et Lastovo	85 %
6	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre de l'article 22	85 %
7	Opérations liées à la petite pêche côtière	100 %
8	Opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services	100 %
9	Opérations liées aux compensations visées à l'article 39	100 %
10	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre des articles 23 et 25 et de la priorité 4	100 %
11	Opérations liées à la conception, à l'élaboration, au suivi, à l'évaluation ou à la gestion des systèmes transparents pour l'échange des possibilités de pêche entre les États membres, conformément à l'article 16, paragraphe 8, du règlement (UE) no 1380/2013	100 %

12	Opérations liées aux frais de fonctionnement des groupes d'action locale	100 %
13	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre de l'article 30 et remplissant au moins l'un des critères suivants : i) être d'intérêt collectif ii) avoir un bénéficiaire collectif ou échéant, au niveau local, ou garantir un accès public à leurs iii) résultats présenter des caractéristiques innovantes, le cas	100 %
14	Opérations autres que celles visées ligne 13 et remplissant l'ensemble des critères suivants: i) être d'intérêt collectif ii) avoir un bénéficiaire collectif iii) présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats	100 %
15	Opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles	75 %
16	Instruments financiers, sauf les instruments financiers liés aux opérations visées ligne 1	100 %
17	Opérations de soutien à l'aquaculture durable mises en œuvre par les PME	60 %
18	Opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation	75 %
19	Opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs	60 %

Article premier

Le présent règlement établit les critères de calcul des surcoûts supportés pendant la période d'éligibilité définie à l'article 63, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/1060 par les opérateurs lors de la pêche, de l'élevage, de la transformation et de l'écoulement de certains produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques de l'Union visées à l'article 349, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en raison des handicaps spécifiques de ces régions ultrapériphériques.

Article 2

(1) Les surcoûts visés à l'article 1er sont calculés séparément pour chacune des activités suivantes:

- a) la pêche;
- b) l'élevage;
- c) la transformation;
- d) l'écoulement.

(2) Dans le cadre de chaque activité visée au paragraphe 1, les surcoûts sont calculés par postes de dépenses pour chaque produit ou catégorie de produits recensés par l'État membre comme pouvant bénéficier de la compensation.

(3) Les surcoûts sont calculés pour un poste de dépenses déterminé comme la différence entre les coûts supportés par les opérateurs dans les régions ultrapériphériques concernées, desquels est déduit tout type d'intervention publique ayant une incidence sur le niveau des surcoûts, et les coûts comparables supportés par les opérateurs continentaux de l'État membre concerné.

(4) Pour les postes de dépenses spécifiques à des produits ou à des catégories de produits pour lesquels aucun critère de comparaison ou unité de mesure n'est disponible dans la partie continentale du territoire de l'État membre, les surcoûts sont calculés par rapport aux coûts comparables pour des produits ou catégories de produits équivalents supportés par les opérateurs de la partie continentale du territoire de l'Union.

(5) Le calcul des surcoûts tient compte de toute intervention publique, y compris les aides d'État notifiées en vertu de l'article 108, paragraphe 3, du traité et de l'article 37 du règlement (UE) 2021/1139.

Article 3

(1) Les surcoûts sont calculés uniquement sur la base des coûts découlant des handicaps spécifiques des régions ultrapériphériques.

(2) Les surcoûts sont calculés sur la base d'une moyenne annuelle des prix enregistrés.

(3) Les surcoûts sont exprimés en euros par tonne de poids vif et, le cas échéant, tous les éléments de coût du surcoût total sont convertis en euros par tonne de poids vif. À cette fin, les facteurs de conversion établis aux annexes XIII et XIV du règlement d'exécution (UE) no 404/2011 sont utilisés.

Validé par CNS DU 05 au 10/05/2023	OS : 3.1. – Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture	Priorité 3
Version 1 - mai 2023		FEAMPA
Service Instructeur : UTSMSB / DM 971		2021-2027

Développement local mené par des acteurs locaux (DLAL) à Saint Martin
--

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

Cet objectif spécifique vise à :

Pouvoir répondre aux défis relevés par la Commission dans la Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions relative à une nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'union européenne du 17 mai 2021.

Le développement d'une filière pêche maritime et d'aquaculture structurée nécessite la mise en place d'organisations professionnelles susceptibles de porter des projets collectifs d'organisation de la filière.

Si un certain nombre de structures associatives ont émergé ces dernières années sur Saint Martin (association Swaliga Fishermen, commission pêche de l'association Metimer), Il n'existe pas à ce jour de comité des pêches et de l'aquaculture à Saint-Martin (les pêcheurs relevaient jusqu'en 2007 du CRPME de Guadeloupe). Cela implique le développement de structures collectives dont la gestion n'est pas toujours évidente. Un accompagnement administratif et comptable, leur permettrait d'apprendre à gérer efficacement leur structure et les aiderait à se développer et à s'adapter à la réglementation européenne.

Ce GALPA aura également vocation à participer voir à impulser des actions dans des domaines tels que de nouvelles filières d'économie bleue, la recherche scientifique, ou encore la connaissance et le développement de ressources naturelles, et avec des partenaires variés : coopération avec les représentants des territoires limitrophes de Saint Martin (Sint Maarten, Saint Barthélemy et Anguilla).

Enfin, le GALPA pourra accompagner les dossiers structurants prévus dans le programme FEAMPA, en particulier la gestion des infrastructures à finalité collective.

C'est dans cette optique de mise en place un système efficace de mise en œuvre de développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) au titre du FEAMPA que sera produit un appel à candidatures.

Références réglementaires

Références du règlement FEAMPA (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

<p>Art. 31 Titre III Programmation</p>	<p>Développement local mené par les acteurs locaux</p> <ol style="list-style-type: none">1. Lorsqu'un État membre le juge approprié conformément à l'article 28, le FEAMPA soutient le développement local mené par les acteurs locaux.2. L'État membre veille à ce que le développement local mené par les acteurs locaux soit:<ol style="list-style-type: none">a) axé sur des zones infra-régionales spécifiques;b) dirigé par des groupes d'action locale composés de représentants des intérêts socio-économiques publics et privés locaux, dans lesquels la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt en particulier;c) mis en œuvre au moyen de stratégies conformément à l'article 32;d) propice au travail en réseau, à l'accessibilité, aux innovations dans le contexte local et, le cas échéant, à la coopération avec d'autres acteurs territoriaux.3. Lorsqu'un soutien en faveur des stratégies visées au paragraphe 2, point c), peut être obtenu auprès de plusieurs Fonds, les autorités de gestion compétentes organisent un appel conjoint en vue de la sélection de ces stratégies et mettent en place un comité commun à l'ensemble des Fonds concernés pour suivre la mise en œuvre desdites stratégies. Les autorités de gestion compétentes peuvent choisir un seul Fonds pour financer tous les coûts de préparation, de gestion et d'animation visés à l'article 34, paragraphe 1, points a) et c), relatifs à ces stratégies.4. Lorsque la mise en œuvre d'une telle stratégie implique le soutien de plusieurs Fonds, les autorités de gestion compétentes peuvent choisir l'un d'entre eux comme chef de file.5. Dans le respect du champ d'application et des règles d'éligibilité de chaque Fonds contribuant à soutenir la stratégie, les règles du Fonds chef de file s'appliquent à cette stratégie. Les autorités des autres Fonds se fient aux décisions prises et aux vérifications de gestion effectuées par l'autorité compétente du Fonds chef de file.6. L'autorité du Fonds chef de file communique aux autorités des autres Fonds les informations nécessaires pour surveiller et effectuer les paiements conformément aux règles exposées dans les règlements propres à leurs Fonds.
--	--

Art. 32 Titre III Programmation	Stratégies de développement local mené par les acteurs locaux (cf. critères de sélection)
Art. 33 Titre III Programmation	<p>Groupes d'action locale</p> <p>1. Les groupes d'action locale élaborent et mettent en œuvre les stratégies visées à l'article 31, paragraphe 2, point c).</p> <p>2. Les autorités de gestion veillent à ce que les groupes d'action locale soient inclusifs et désignent en leur sein un partenaire chef de file responsable des questions administratives et financières ou s'associent au sein d'une structure commune légalement constituée.</p> <p>3. Les missions suivantes sont effectuées exclusivement par les groupes d'action locale:</p> <p>a) renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations;</p> <p>b) élaborer une procédure et des critères de sélection transparents et non discriminatoires, qui évitent les conflits d'intérêts et garantissent qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection;</p> <p>c) préparer et publier des appels à propositions;</p> <p>d) sélectionner les opérations, déterminer le montant du soutien et soumettre les propositions à l'organisme responsable de la vérification finale de leur admissibilité avant approbation;</p> <p>e) assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie;</p> <p>f) évaluer la mise en œuvre de la stratégie.</p> <p>4. Lorsque les groupes d'action locale accomplissent des tâches non couvertes par le paragraphe 3 qui relèvent de la responsabilité de l'autorité de gestion ou de l'organisme payeur lorsque le Feader est retenu comme Fonds chef de file, ces groupes d'action locale sont désignés par l'autorité de gestion comme des organismes intermédiaires conformément aux règles spécifiques aux Fonds.</p> <p>5. Le groupe d'action locale peut être un bénéficiaire et mettre en œuvre des opérations conformément à la stratégie, à condition que le groupe d'action locale veille à ce que le principe de la séparation des fonctions soit respecté.</p>
Art. 34 Titre III	<p>Soutien des Fonds au développement local mené par les acteurs locaux</p> <p>1. L'État membre veille à ce que le soutien des Fonds au développement</p>

Programmation	<p>local mené par les acteurs locaux couvre:</p> <p>a) le renforcement des capacités et les actions préparatoires d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre future de la stratégie;</p> <p>b) la mise en œuvre des opérations, y compris les activités de coopération et leur préparation, sélectionnées dans le cadre de la stratégie;</p> <p>c) la gestion, le suivi et l'évaluation de la stratégie ainsi que son animation, y compris la facilitation des échanges entre acteurs.</p> <p>2. Le soutien visé au paragraphe 1, point a), est éligible indépendamment du fait que la stratégie soit ensuite sélectionnée ou non en vue d'un financement.</p> <p>L'aide visée au paragraphe 1, point c), n'excède pas 25 % du montant total de la contribution publique à la stratégie.</p>
---------------	---

Règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 (UE) n°2021-1139

Art.43	<p>La création d'emplois dans les régions côtières repose sur le développement local d'une économie bleue durable pour revivifier le tissu social dans ces régions. Les secteurs et les services océaniques sont susceptibles de surclasser la croissance de l'économie mondiale et d'apporter une contribution importante à l'emploi et à la croissance d'ici à 2030. Pour être durable, la croissance bleue dépend de l'innovation et de l'investissement dans de nouvelles activités maritimes et dans la bioéconomie, y compris les modèles de tourisme durable, les énergies renouvelables d'origine marine, la construction navale haut de gamme innovante et les nouveaux services portuaires, qui peuvent créer des emplois tout en favorisant le développement local. Alors que les investissements publics dans l'économie bleue durable devraient être intégrés dans l'ensemble du budget de l'Union, le soutien du FEAMPA devrait se concentrer spécifiquement sur les conditions favorisantes pour le développement de l'économie bleue durable et sur la suppression des goulets d'étranglement afin de faciliter l'investissement et le développement de nouveaux marchés, de nouvelles technologies ou de nouveaux services. Le soutien au développement de l'économie bleue durable devrait être mis en œuvre en gestion partagée, directe et indirecte.</p>
Art.44	<p>Le développement d'une économie bleue durable repose largement sur des partenariats entre les parties intéressées locales qui contribuent à la vitalité des communautés et des économies côtières et de l'intérieur des terres. Le Feampa devrait fournir des outils pour encourager de tels partenariats. À cette fin, le soutien fourni par le développement local mené par les acteurs locaux devrait être disponible dans le cadre de la gestion partagée. Cette approche devrait stimuler la diversification économique dans un contexte local par le développement de la pêche côtière et dans les eaux intérieures, de l'aquaculture et d'une économie bleue durable. Les stratégies du développement local mené par les acteurs locaux devraient veiller à ce que les communautés locales du secteur de la pêche et de l'aquaculture tirent parti et bénéficient au mieux des possibilités offertes par l'économie bleue durable en</p>

	mettant à profit les ressources environnementales, culturelles, sociales et humaines et en les renforçant. Chaque partenariat local devrait, par conséquent, traduire l'orientation principale de sa stratégie en assurant une participation et une représentation équilibrées de toutes les parties intéressées concernées de l'économie bleue durable locale.
--	---

Référence réglementaire fonds européens structurels d'investissement

Règlement UE n°2021/1060 portant dispositions communes pour les FESI (Fonds Européens Structurels d'Investissement)

Article 53	<p>« 1. Les subventions accordées par les États membres aux bénéficiaires peuvent prendre les formes suivantes:</p> <p>a) Remboursement des coûts éligibles réellement engagés par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'opérations PPP et payés au cours de l'exécution des opérations, contributions en nature et amortissement;</p> <p>b) Coûts unitaires;</p> <p>c) Montants forfaitaires;</p> <p>d) Financement à taux forfaitaire;</p> <p>e) Combinaison des formes visées aux points a) à d), à condition que chacune d'entre elles couvre des catégories différentes de coûts ou qu'elles soient utilisées pour différents projets s'inscrivant dans le cadre d'une opération ou pour les phases successives d'une opération;</p>
-------------------	--

2. Types d'actions

a. Objectif spécifique

Le FEAMPA soutiendra des opérations relatives aux types d'opération suivants :

b. Types d'actions

Mise en place de la stratégie DLAL	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de nouvelles filières d'économie bleue - Développement d'un projet de coopération maritime - Gouvernance - Projet pilote et transfert d'expériences - Réseau de partage de données et de connaissances
---	--

	- Faciliter l'accès au financement pour l'ensemble du secteur de la petite pêche côtière
Animation du Comité Territorial des pêches et de l'aquaculture	Financement d'un poste dédié à l'animation et à l'accompagnement des pêcheurs professionnels dans leurs démarches administratives et l'accès à la formation
Gestion des équipements (en lien avec les autres actions du FEAMPA de Saint Martin)	- Points de débarquement - Zone technique de Pêcheurs - Bâtiment de stockage et de transformation
Coopération	Organisation d'actions de coopération territoriale avec les territoires limitrophes
Renforcer la place des filières pêche et aquaculture dans le développement des territoires littoraux dans une perspective de croissance bleue durable	- améliorer les liens entre environnement et activités de pêche et d'aquaculture - renforcer la concertation et l'insertion harmonieuse des activités de pêche et de l'aquaculture dans la bande littorale - valoriser les synergies de coopération entre territoires plaçant la pêche et l'aquaculture au cœur de leur développement

3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations

a) Eligibilité géographique

Cette fiche critère de sélection concerne Saint Martin

b) Portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires potentiels sont :

- Les structures porteuses des GALPA (dans le respect des articles 31 à 34 du RPDC)
- les pêcheurs, aquaculteurs, organisations professionnelles
- les organismes publics (RÈGLEMENT (UE) 2021/1139 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004
- Les entreprises locales
- Les associations

c) Conditions d'éligibilité

Aide préparatoire : toute structure éligible ayant déposé une candidature complète à l'issue d'un appel à candidature pour la mise en œuvre du DLAL pourra bénéficier de l'aide préparatoire (que sa candidature soit in fine retenue ou non en tant que GALPA). Les candidats devront adresser, avant la date limite de réponse à l'appel à candidature régional, une demande d'aide préparatoire auprès de l'UT.

Opérations retenues au titre des stratégies locales : les conditions d'éligibilité seront définies dans les stratégies des GALPA retenus.

Sélection des GALPA : Elle sera précisée dans l'appel à candidatures

Sont éligibles à ce dispositif, les opérations suivantes:

La création et l'animation d'un GALPA.

Toutes les actions décidées dans le cadre de la stratégie DLAL décrite supra.

Sont éligibles à ce dispositif les dépenses suivantes:

Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués.

- Dépenses d'investissement matériel et immatériel sur une base réelle
- Etat de personnel directement liés à l'opération : sur la base d'un barème de coûts unitaires (cf. note sur les coûts simplifiés)
- Dépenses indirectes : sur une base forfaitaire de 15 % des frais de personnel directement liés à l'opération (cf. note sur les coûts simplifiés)
- Prestations : études préalables techniques, scientifiques, juridiques, environnementales ou économiques ; expertises ; dépenses de formation liées spécifiquement à l'investissement (ex. formation à l'utilisation d'un nouvel équipement ou logiciel) etc. sur une base réelle dans la limite de 10 % du coût d'investissement.

Les coûts éligibles réellement exposés par le bénéficiaire remplissent l'ensemble des critères suivants :

Qualité du budget prévisionnel global de l'action

Sont nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou du programme de travail qui fait l'objet de la subvention;

Sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables en France en matière de comptabilité analytique;

Satisfont aux exigences de la législation fiscale et sociale applicable

Ne sont pas éligibles :

- Les frais de déplacement du public ciblé par l'opération,
- L'achat de bâtiment
- L'achat de terrain

4. Critères de sélection

a) Portant sur les bénéficiaires

Principes de sélection	Critères de sélection
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Le projet participe au réseau national, référent en matière de veille réglementaire et juridique des procédures de mise en œuvre des GALPA.

b) Portant sur les projets

Principes de sélection	Critères de sélection
Dimension technique	a) Les organisations et équipements concernés par cette stratégie; b) une description du processus de participation des acteurs locaux à l'élaboration de cette stratégie; c) une analyse des besoins et du potentiel de développement de la zone; d) une présentation des objectifs de cette stratégie, accompagnée de valeurs cibles mesurables pour les résultats, et des actions correspondantes envisagées; e) une description des dispositions prises en matière de gestion, de suivi et d'évaluation, attestant la capacité du groupe d'action locale à mettre en œuvre cette stratégie; f) un plan financier, précisant notamment la dotation prévue par chaque Fonds
Dimension sociale	Le projet contribue à la promotion de l'égalité professionnelle femme/homme
Dimension collective	Le projet bénéficie à l'ensemble de la filière pêche et aquacole professionnelle à Saint Martin
	Le projet prévoit une diffusion (actes de colloque, supports de formation, résultats d'étude, etc.) accessible et gratuite.
Dimension environnementale	Favoriser le développement d'une pêche durable des espèces

	halieutiques et benthiques résilientes
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Qualité de l'organisation du projet (calendrier, jalons ...) ou du porteur de l'opération à conduire le projet (robustesse économique, compétence, qualification ...)

5. Modalités de financement

a. Modalités générales

-

Un plancher d'éligibilité de 5 000 € d'aides publiques.

Intensité d'aide publique

L'intensité de l'aide est de 50 % des dépenses totales éligibles

Taux de contribution

Le FEAMPA

Le taux de contribution du FEAMPA représente 50% des dépenses publiques éligibles.

Les CPN - Contreparties nationales

Les contreparties nationales s'élèvent à 50% des dépenses publiques éligibles

6. Indicateurs

TA 1 Actions préparatoires	CR19	Actions visant à améliorer les capacités de gouvernance
TA 2 Animation et renforcement des capacités	CR19	Actions visant à améliorer les capacités de gouvernance
TA 3 Coopération	CR13	Activités de coopération entre parties intéressées (nombre d'actions)
TA 4 Mise en oeuvre de la stratégie	CR 06	Emplois créés
TA 4 Mise en oeuvre de la stratégie	CR10	Actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la

		protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons (nombre d'actions)
--	--	---

7. Pilotage de l'objectif spécifique

Le pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

L'instruction est assurée par l'Unité Territoriale de Saint Martin et de Saint Barthélemy – Direction de la Mer de la Guadeloupe, sous l'autorité du préfet de Guadeloupe.